



PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

**COMITÉ DU CODEX SUR L'INSPECTION DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS
ALIMENTAIRES ET SYSTÈMES DE CERTIFICATION**

Vingt-septième session

Cairns, Australie

16 – 20 septembre 2024

PROPOSITIONS DE NOUVEAUX TRAVAUX CONCERNANT LES ENJEUX MONDIAUX ÉMERGENTS

PARTIE 1 - DOCUMENT DE TRAVAIL SUR LA CONSTITUTION DE LISTES D'ÉTABLISSEMENTS

(Proposition de révision des *Principes et directives sur l'échange d'informations entre des pays importateurs et exportateurs pour soutenir le commerce alimentaire* (CXG 89-2016) ayant pour objectif d'élaborer des principes et directives visant à harmoniser l'utilité (facteurs conduisant à l'utilisation), la mise au point (contenu et présentation) et la mise en œuvre (mécanismes incluant la numérisation) des listes d'établissements.

(Présenté par la Norvège)

1. Introduction

La plus grande partie du commerce alimentaire se déroule sans que les pays exigent un échange d'informations sur leurs systèmes nationaux de contrôle des aliments (SNCA)¹. Toutefois, au cours des dernières années, les exigences en matière d'information visant à instaurer la confiance dans le commerce des denrées alimentaires se sont accrues. Les autorités compétentes (AC) recueillent ces informations à l'aide de divers outils tels que les audits, les tests d'importation, les questionnaires, les certificats et les listes d'établissements et de produits.

Les autorités des pays importateurs exigent de plus en plus souvent que les établissements et les produits soient répertoriés, notamment pour s'assurer qu'ils respectent les normes précises de sécurité, de qualité et de réglementation qu'elles ont établies.

Un principe de base concernant l'échange d'informations consiste à ne demander l'information qu'une seule fois, et ce principe est largement accepté. S'agissant de la mise en place de guichets uniques, on insiste sur la nécessité de réduire la charge que représente le partage d'informations multiples. Dans ce contexte, il serait utile de discuter des informations à exiger pour fournir les garanties nécessaires aux pays importateurs, ainsi que des moyens de soutenir un échange d'informations opportun et utile.

Les exigences relatives aux listes d'établissements peuvent être nombreuses et sont souvent coûteuses en ressources, ce qui entraîne une augmentation des coûts pour les autorités compétentes et les exploitants du secteur alimentaire (ESA) des pays exportateurs. Les informations à fournir et les processus de soumission varient en fonction de l'AC requérante et peuvent aller de la surveillance réglementaire à la production et à la transformation de produits particuliers.

En outre, il est difficile de maintenir l'intégrité des lignes de communication entre gouvernements et de tenir les listes à jour. Des informations périmées peuvent entraîner des problèmes à la frontière et créer inutilement de nouveaux obstacles au commerce. Les différences de présentation des listes (formulaires) compliquent aussi le travail des personnes chargées de fournir l'information. Les systèmes actuellement en place sont très lourds, tant pour les pays exportateurs que pour les pays importateurs, car de nombreux portails d'inscription fonctionnent indépendamment des systèmes des pays exportateurs.

Le présent document recense les points de discussion relatifs à l'élaboration des principes et des lignes directrices du Codex visant à harmoniser l'utilité (facteurs conduisant à l'utilisation), la mise au point (contenu et présentation) et la mise en œuvre (mécanismes incluant la numérisation) des listes d'établissements.

L'élaboration de principes et de directives du Codex sur les listes d'établissements ne devrait pas se traduire par des exigences accrues. Au contraire, l'objectif est de faciliter un partage harmonisé, rationalisé et rapide

¹ CXG 89-2016

des informations lorsque de telles listes sont justifiées. Cela devrait réduire la nécessité d'opérations fastidieuses de collecte de données, contribuer à économiser temps et argent, garantir que des informations actualisées sont facilement disponibles pour les partenaires commerciaux et, par conséquent, faciliter le commerce de denrées alimentaires sûres.

2. Contexte général

En 2016, le Codex a adopté les *Principes et directives sur l'échange d'informations entre des pays importateurs et exportateurs pour soutenir le commerce alimentaire* (CXG 89-2016), et le temps est venu de réexaminer la discussion sur l'échange d'informations relatives au commerce des denrées alimentaires, notamment en ce qui concerne l'utilisation des listes d'établissements.

Les résultats d'une analyse des lacunes sont présentés à l'annexe 1: les listes d'établissements agréés sont mentionnées à plusieurs reprises dans les documents existants, mais sans que soient fournies les informations nécessaires sur le contenu, la présentation, les rôles, les responsabilités et l'interopérabilité de ces listes.

Au moment d'examiner les principes et directives concernant l'utilisation pratique des listes d'établissements, il convient de se pencher sur la nécessité et l'objectif de telles listes. Pour permettre de mieux comprendre les orientations existantes du CCFICS (où les listes d'établissements sont mentionnées), une vue d'ensemble axée sur l'objectif et la finalité de ces orientations est proposée à l'annexe 2.

3. Discussion

La multiplication des demandes de données dans le commerce des denrées alimentaires conduit à l'élaboration de systèmes d'échange d'informations de plus en plus variés, qui ne sont pas toujours basés sur la sécurité alimentaire et les risques y afférents. En particulier, les demandes de listes d'établissements sont de plus en plus fréquentes, et les pays sont de plus en plus nombreux à élaborer des listes et des systèmes différents pour l'échange d'informations.

Ces listes ont évolué, passant de simples collections de noms, numéros d'agrément, adresses et catégories de produits à des documents nécessitant l'échange de gros volumes d'informations, étayés par des soumissions comprenant, par exemple, des plans HACCP, des organigrammes de chaînes de transformation, des étiquettes et des descriptions de produits.

Les pays importateurs et exportateurs ont des intérêts différents. Alors que chaque pays exportateur préférerait un système unique, chaque pays importateur préfère que son propre système soit utilisé par tous les pays exportateurs. C'est la raison pour laquelle différents systèmes sont élaborés et les mécanismes d'échange d'informations varient, des systèmes sur papier aux solutions en ligne et aux courriers électroniques.

Le fait que différentes mesures puissent aboutir au même résultat ne semble pas toujours être reconnu. En outre, dans de nombreux cas, il est fait référence aux exigences nationales, même si ces dernières ne sont pas aussi facilement disponibles pour le pays exportateur. Cela complique et retarde l'échange d'informations.

Dans certaines circonstances, les demandes d'informations débordent du cadre de responsabilité du SNCA du pays exportateur et devraient être soumises directement aux établissements plutôt qu'à l'autorité compétente. Les informations demandées ne semblent pas toujours liées à la sécurité alimentaire, et il est parfois difficile d'en comprendre les raisons.

Comme les listes d'établissements nécessitent beaucoup de ressources et engagent différentes parties prenantes, des délais trop courts peuvent en réduire la qualité. Il y a souvent un décalage entre les mises à jour signifiées par le pays exportateur et celles effectuées dans le pays importateur, ce qui mène à des informations désuètes dans les listes d'établissements et à des retards injustifiés dans l'ajout d'établissements admissibles.

En outre, lorsque la radiation d'un établissement est requise, cela peut créer des entraves au commerce à la frontière, car les radiations prennent effet immédiatement dans certains pays importateurs, ce qui peut parfois conduire au rejet par ces pays de produits fabriqués avant la date de la radiation.

La publication des listes d'établissements est un élément qui pourrait facilement être amélioré. Les informations sur la réglementation et les établissements agréés par les autorités compétentes des pays exportateurs sont souvent facilement accessibles sur leur page Web, et ces informations sont fréquemment mises à jour. De même, les listes d'établissements des pays importateurs devraient être publiées sur leurs pages Web. Cela pourrait conduire à un échange d'informations plus rapide et plus averse en ressources.

Enfin, le fardeau administratif est lourd et ne se traduit pas toujours par une amélioration claire de la sécurité sanitaire des aliments. En fait, il peut être considéré comme une entrave au commerce. Une confiance accrue dans les SNAC des autorités compétentes des pays importateurs et exportateurs pourrait conduire à des systèmes harmonisés et moins contraignants pour l'échange d'informations à l'appui du commerce, ce qui se traduirait par une diminution des demandes de listes d'établissements. En outre, le fait de reconnaître que des

systèmes différents peuvent répondre aux mêmes objectifs devrait conduire à un dialogue plus efficace et à des délais prévisibles, et réduire la nécessité d'établir des listes d'établissements différentes et de demander des informations différentes et plus complètes sur les établissements.

4. Proposition de nouveaux travaux

Examiner les facteurs qui influent sur la demande d'informations détaillées et déterminer si ces facteurs et le type d'informations requises ont changé depuis l'élaboration des orientations existantes, en particulier celles énumérées dans le document CAC/GL 89-2016, *Principes et directives sur l'échange d'informations entre des pays importateurs et exportateurs pour soutenir le commerce alimentaire*. L'objectif consiste à déterminer si le document CAC/GL 89-2016 est toujours pertinent, et s'il convient de le réviser ou de le mettre à jour, ainsi que d'examiner s'il pourrait être nécessaire d'inclure une annexe sur les listes d'établissements.

Au vu des éléments ci-dessus et en tenant compte des orientations existantes (audits à distance, certificats, équivalence, etc.), réviser le document CXG 89-2016 et élaborer des principes et des directives pour harmoniser l'utilité (facteurs conduisant à l'utilisation), la mise au point (contenu et présentation) et la mise en œuvre (mécanismes incluant la numérisation) des listes d'établissements afin de soutenir l'échange en temps utile d'informations utiles permettant de fournir aux pays importateurs les assurances nécessaires confirmant la sécurité sanitaire des denrées alimentaires produites et exportées par un établissement donné. Cela permettrait d'économiser temps et argent, de garantir que des informations actualisées sont facilement disponibles pour les partenaires commerciaux et, par conséquent, de faciliter les échanges.

5. Recommandation

Il est proposé que la 27^e session du CCFICS examine la proposition de nouveaux travaux figurant en **appendice** au présent document.

Annexe 1

Analyse des lacunes — Aperçu des textes et paragraphes pertinents du CCFICS.

Les listes d'établissements agréés sont mentionnées à plusieurs reprises dans les documents existants. Toutefois, les références sont vagues et ne donnent aucune indication sur le contenu, la présentation, les rôles et responsabilités et l'échange d'informations entre les systèmes (interopérabilité) de ces listes. Il n'existe pas non plus de principes ou de critères permettant de répondre aux questions suivantes: Ces listes sont-elles nécessaires et à quoi servent-elles? Quel est l'objectif poursuivi?

Dispositions des textes du CCFICS relatives aux listes d'établissements²:

Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CXG 26-1997, paragraphes 15 et 22)

15. Les accords sur la reconnaissance de l'équivalence des systèmes d'inspection et de certification peuvent inclure des dispositions concernant:

- le cadre législatif, les programmes de contrôle et les procédures administratives;
- les points de contact dans les services d'inspection et de certification;
- la démonstration, par le pays exportateur, de l'efficacité et de la pertinence de ses programmes d'application des directives et de contrôle, notamment en ce qui concerne les laboratoires;
- le cas échéant, des listes des produits ou des établissements assujettis à la certification ou à l'approbation, des installations agréées et des organismes accrédités;
- les mécanismes à l'appui de la reconnaissance continue de l'équivalence (par exemple échange d'information sur les risques, suivi et surveillance).

22. La législation peut, le cas échéant, inclure également des dispositions relatives à l'homologation des établissements ou à l'établissement de listes d'usines de transformation agréées, à l'approbation des établissements, à l'octroi de licences à des négociants ou à leur agrément, à l'approbation de la conception du matériel, aux pénalités en cas de non-conformité, aux exigences en matière de codage et à la tarification des services fournis.

Directives sur l'élaboration d'accords d'équivalence relatifs aux systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CXG 34-1999, paragraphe 25)

25. Les parties à l'accord décideront si l'accord d'équivalence doit inclure des dispositions concernant l'utilisation, en plus ou au lieu des certificats, d'une liste d'établissements dont la conformité aux mesures de contrôle équivalentes du pays exportateur a été démontrée. Le pays importateur peut utiliser cette liste pour surveiller les importations. Le pays exportateur sera chargé de fournir cette liste et toute mise à jour nécessaire au pays importateur. Le pays importateur se réserve le droit de refuser les importations d'un établissement et d'organiser avec le pays exportateur le retrait de la liste d'un établissement, en fournissant les raisons de sa décision.

Directives pour la conception, l'établissement, la délivrance et l'utilisation de certificats officiels génériques (CXG 38-2001, paragraphes 3, 12, 13)

3. Les présentes directives reconnaissent que les certificats officiels peuvent aider les pays importateurs à atteindre leurs objectifs en matière de sécurité sanitaire des aliments et à assurer des pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires, mais que d'autres approches pouvant compléter ou remplacer les certificats officiels (par exemple, liste d'établissements) sont également possibles.

12. Un pays importateur peut, dans certaines circonstances, consentir à accepter de la part du pays exportateur une liste d'établissements satisfaisant à ses exigences spécifiques. Cette liste peut être utilisée pour atteindre les mêmes objectifs que les certificats expédition par expédition, étant entendu que le pays importateur peut toutefois requérir des informations complémentaires (par exemple le mode de transport) pour chaque expédition.

13. Les mécanismes et critères d'établissement, de mise à jour et de révision de ces listes devraient être rendus transparents par le pays exportateur et approuvés par le pays importateur.

² Les Directives relatives à la reconnaissance et au maintien de l'équivalence de SNCA (CXG 101-2023) n'ont pas été examinées.

Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires ([CXG 47-2003](#), paragraphe 34)

Échange d'informations

34. Les systèmes de contrôle des importations alimentaires nécessitent l'échange d'informations entre les autorités compétentes des pays exportateurs et importateurs. Ces informations pourront comprendre:

- les exigences spécifiées relatives aux systèmes de contrôle des denrées alimentaires;
- des certificats « papier » attestant la conformité aux exigences spécifiées de l'expédition concernée;
- des données ou certificats électroniques lorsqu'ils sont acceptés par les parties concernées;
- des détails sur l'expédition alimentaire rejetée, tels que la destruction, la réexportation, la transformation, le reconditionnement ou la réaffectation de l'expédition à des usages autres que la consommation humaine;
- une liste des établissements ou installations satisfaisant aux exigences spécifiées du pays importateur.

Principes et directives sur l'échange d'informations entre des pays importateurs et exportateurs pour soutenir le commerce alimentaire ([CAC/GL 89-2016](#), paragraphe 7)

7. Contenu de l'échange d'informations

Pour faciliter l'éventuelle fourniture d'informations à plusieurs pays importateurs, les pays exportateurs peuvent préparer des réponses types décrivant les composants pertinents de leur SNCA dans la mesure où ils ont trait à la sécurité sanitaire des aliments et/ou aux pratiques loyales dans le commerce alimentaire. Les réponses types possibles incluent:

- a. le cadre législatif ou administratif;
- b. les capacités, ressources et organisation de l'autorité compétente;
- c. les rôles et responsabilités de toutes les parties pertinentes;
- d. les moyens par lesquels l'indépendance et la crédibilité de l'autorité compétente responsable de la certification sont maintenues;
- e. les politiques et procédures administratives pertinentes;
- f. les contrôles et normes officiels;
- g. les programmes de vérification;
- h. les programmes de mise en application et de conformité;
- i. les capacités et aptitudes des laboratoires;
- j. le degré de préparation en cas d'urgence et systèmes d'intervention et de rappel;
- k. les exigences en matière de formation et d'évaluation des compétences;
- l. le suivi et passage en revue du système;
- m. les critères d'enregistrement et d'approbation des exploitants spécifiques du secteur alimentaire, y compris lorsque de telles listes sont susceptibles d'être disponibles.

Les pays importateurs devraient faire preuve de souplesse concernant la présentation des informations reçues de la part des pays exportateurs, se préoccuper de savoir si le contenu des soumissions fournit les assurances nécessaires et ne demander des informations complémentaires qu'en cas de lacunes ou de risques non abordés.

Par ailleurs, certains éléments de ce texte, bien qu'ils ne mentionnent pas spécialement l'inscription sur la liste, seraient applicables au processus. Par exemple:

4.2 Au cours de la procédure d'échange d'informations et de l'évaluation associée du composant ou des composants pertinents d'un SNCA, les autorités compétentes des pays importateurs et exportateurs devraient:

- a) éviter d'imposer sans justification une réalisation, une norme, ou une procédure allant au-delà de ce qui est appliqué dans le pays importateur;
- b) reconnaître que le composant ou les composants pertinents de SNCA peuvent être conçus et structurés autrement et néanmoins répondre aux mêmes objectifs et réalisations;

- c) reconnaître les contrôles, évaluations et mécanismes d'approbation officiels déjà mis en place dans le pays exportateur.

5. Principes

Les principes suivants devraient s'appliquer à l'échange d'informations et/ou à la procédure d'évaluation qui y est associée:

- a) Ils doivent être convenus entre les autorités compétentes pertinentes des pays exportateurs et importateurs.
- b) Ils doivent présenter une transparence, une structure, un ciblage, une interactivité et un respect des délais approprié.
- c) Ils doivent être rédigés en anglais ou dans une langue convenue d'un commun accord entre les pays importateurs et exportateurs.
- d) Ils doivent admettre et promouvoir, en sus d'autres moyens, la communication électronique et notamment la possibilité de renvoyer de manière appropriée à des informations déjà soumises ou aisément disponibles en ligne.
- e) Ils doivent reconnaître l'expérience, la connaissance et la confiance déjà acquises ou susceptibles d'être extrapolées à partir des évaluations réalisées par d'autres pays ou organisations internationales.
- f) Ils ne doivent pas exiger la présentation d'informations commerciales confidentielles concernant des exploitants spécifiques du secteur alimentaire à moins qu'elles ne soient nécessaires pour évaluer l'objectif en matière de santé publique et dans de tels cas, ces informations devraient être protégées de tout emploi abusif ou divulgation à d'autres parties.

6. Procédé

Le pays importateur devrait, dans la mesure du possible:

- a) clairement décrire les informations requises, la raison pour laquelle elles sont requises, et la procédure tout comme la méthode à suivre, ainsi que les échéances;
- b) être disponible sur demande pour examiner quelles informations sont éventuellement déjà disponibles suite à des échanges antérieurs, des publications ou connaissances existantes, une confiance ou expérience acquise et quelles autres informations le pays exportateur doit éventuellement fournir pour combler les lacunes d'informations;
- c) fournir par écrit une description claire comprenant les références appropriées, les objectifs, les éléments essentiels et les caractéristiques clés de la performance opérationnelle du composant ou des composants pertinents de son propre SNCA, pour aider le pays exportateur à comprendre les demandes d'informations du pays importateur et y répondre;
- d) dans la mesure du possible et surtout lorsque c'est en conformité avec les conseils pertinents du Codex, permettre aux pays exportateurs de décrire le composant ou les composants du SNCA mis en place dans leur pays et comment il répond aux objectifs et réalisations requis par le pays importateur;
- e) concentrer sa demande d'échange d'informations et d'évaluation sur la question de savoir si le composant ou les composants pertinents du SNCA du pays exportateur atteignent les objectifs et réalisations requis et atteints par le système du pays importateur;
- f) se mettre en rapport avec le pays exportateur lorsque des informations supplémentaires ou des éclaircissements sont nécessaires, afin de mener à terme la procédure d'évaluation dans les meilleurs délais.

Annexe 2

Aperçu, axé sur l'objectif et la finalité, des orientations existantes du CCFICS où les listes d'établissements sont mentionnées

Le document CXG 26-1997³ fournit un cadre pour l'élaboration de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations, dans le but **d'instaurer la confiance entre les partenaires commerciaux et de favoriser les pratiques commerciales loyales**. L'application par les gouvernements des directives présentées dans ce document devrait **contribuer à établir et à entretenir la confiance que doit inspirer le système d'inspection et de certification d'un pays** et à faciliter la loyauté des échanges, en tenant compte des attentes des consommateurs relatives au niveau de protection approprié. Les directives mentionnent les listes d'établissements comme un élément qui, le cas échéant, pourrait être inclus dans les accords d'équivalence, ainsi que dans la législation, le cas échéant.

Le document CXG 34-1999⁴ fournit des conseils pratiques à l'intention des gouvernements souhaitant conclure des **accords d'équivalence bilatéraux ou multilatéraux relatifs aux systèmes d'inspection et de certification des aliments**. Il suggère de se pencher sur la nécessité d'établir des listes d'établissements au moment de procéder aux consultations sur les accords d'équivalence. Il fournit également des indications sur l'utilisation des listes, en précisant que les pays importateurs peuvent les utiliser pour contrôler les envois importés, tandis que les pays exportateurs sont responsables de les établir et de veiller à leur mise à jour, le cas échéant.

Le document CXG 38-2001⁵ traite de la conception, de l'établissement, de la délivrance et de l'utilisation des certificats officiels, et mentionne les listes d'établissements comme **complément ou substitut à ces certificats dans certaines circonstances**. Les directives précisent que les pays exportateurs devraient veiller à assurer la transparence des critères d'inscription sur les listes, et que les pays importateurs devraient les approuver, mais ne précisent pas quelles informations doivent être exigées, si ce n'est que la liste devrait énumérer des établissements qui satisfont aux exigences de pays importateurs.

Le document CXG 47-2003⁶ définit un cadre pour l'élaboration et l'exploitation de systèmes de contrôle des importations visant à protéger les consommateurs et à favoriser la loyauté des échanges de denrées alimentaires, tout en évitant les obstacles techniques injustifiés au commerce. Dans ces directives, il est suggéré que l'échange d'informations puisse inclure des listes d'établissements qui répondent aux exigences du pays importateur. En outre, les directives prévoient que si un système d'enregistrement des produits existe ou est mis en œuvre, **il doit être clairement justifié et les produits importés et nationaux doivent être traités de la même manière ou de manière équivalente**.

Le document CXG 89-2016⁷ traite de l'échange d'informations entre les autorités compétentes des pays importateurs et exportateurs visant à **évaluer les composantes du SNCA du pays exportateur pour certains produits avant l'ouverture ou le maintien d'échanges commerciaux**. Les directives prévoient notamment que le pays exportateur élabore des réponses normalisées pour faciliter les réponses à plusieurs pays, y compris les critères d'enregistrement et d'agrément de certains exploitants du secteur alimentaire, lorsque de telles listes sont disponibles. Les directives disposent en outre que les pays importateurs devraient faire preuve de souplesse concernant la présentation des informations reçues de la part des pays exportateurs, se préoccuper de savoir si le contenu des soumissions fournit les assurances nécessaires et ne demander des informations complémentaires qu'en cas de lacunes ou de risques non abordés.

³ Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CXG 26-1997)

⁴ Directives sur l'élaboration d'accords d'équivalence relatifs aux systèmes d'inspection et de certification des importations et exportations alimentaires (CXG 34-1999)

⁵ Directives pour la conception, l'établissement, la délivrance et l'utilisation des certificats officiels génériques (CXG 38-2001)

⁶ Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (CXG 47-2003)

⁷ Principes et directives sur l'échange d'informations entre des pays importateurs et exportateurs pour soutenir le commerce alimentaire (CXG 89-2016)

Appendice

PROJET DE DOCUMENT

Projet de révision des *Principes et directives sur l'échange d'informations entre des pays importateurs et exportateurs pour soutenir le commerce alimentaire* (CXG 89-2016) — pour élaborer des principes et directives visant à harmoniser l'utilité (facteurs conduisant à l'utilisation), la mise au point (contenu et présentation) et la mise en œuvre (mécanismes incluant la numérisation) des listes d'établissements.

(Présenté par la Norvège)

1. Objectif et champ d'application de la norme proposée

La norme a pour objectif de guider la ou les autorités compétentes (AC) d'un système national de contrôle des aliments (SNCA) dans les situations où l'utilisation de listes d'établissements est considérée comme justifiée pour l'échange d'informations.

Les directives et les principes devraient faciliter un partage harmonisé, rationalisé et rapide des informations lorsque de telles listes sont justifiées. Cela devrait permettre de veiller à ce que les informations n'aient à être communiquées qu'une seule fois pour éviter la répétition d'opérations fastidieuses de collecte de données, économiser temps et argent, et veiller à ce que des informations actualisées soient facilement disponibles pour les partenaires commerciaux pour ainsi faciliter le commerce de denrées alimentaires sûres.

Le travail consistera à réviser les *Principes et directives sur l'échange d'informations entre des pays importateurs et exportateurs pour soutenir le commerce alimentaire* (CXL 89-2016), et pourrait faire l'objet d'une annexe sur les listes d'établissements. Il viserait à harmoniser l'utilité (facteurs conduisant à l'utilisation), la mise au point (contenu et présentation) et la mise en œuvre (mécanismes incluant la numérisation) des listes d'établissements.

2. Pertinence et actualité

La plus grande partie du commerce alimentaire se déroule sans que les pays exigent un échange d'informations sur leurs systèmes nationaux de contrôle des aliments (SNCA). Toutefois, au cours des dernières années, les exigences en matière d'information visant à instaurer la confiance dans le commerce des denrées alimentaires se sont accrues. Les autorités compétentes (AC) recueillent ces informations à l'aide de divers outils tels que les audits, les tests d'importation, les questionnaires, les certificats et les listes d'établissements et de produits.

Les exigences relatives aux listes d'établissements peuvent être nombreuses et sont souvent coûteuses en ressources, ce qui entraîne une augmentation des coûts pour les autorités compétentes et les exploitants du secteur alimentaire (ESA) des pays exportateurs. Les informations à fournir et les processus de soumission varient en fonction de l'AC requérante et peuvent aller de la surveillance réglementaire à la production et à la transformation de produits particuliers.

En outre, il est difficile de maintenir l'intégrité des lignes de communication entre gouvernements et de tenir les listes à jour. Des informations périmées peuvent entraîner des problèmes à la frontière et créer inutilement de nouveaux obstacles au commerce. Les différences de présentation des listes (formulaires) compliquent aussi le travail des personnes chargées de fournir l'information. Les systèmes actuellement en place sont très lourds, tant pour les pays exportateurs que pour les pays importateurs, car de nombreux portails d'inscription fonctionnent indépendamment des systèmes des pays exportateurs.

La mise à jour des listes ou leur retrait peuvent également constituer un défi, ce qui se traduit par des informations obsolètes qui entraînent des problèmes potentiels aux frontières, et donc des obstacles inutiles au commerce.

L'élaboration de principes et de directives du Codex sur les listes d'établissements ne devrait pas se traduire par des exigences accrues. Au contraire, l'objectif est de faciliter un partage harmonisé, rationalisé et rapide des informations lorsque de telles listes sont justifiées. Cela devrait réduire la nécessité d'une collecte de données fastidieuse, contribuer à économiser temps et argent, garantir que des informations actualisées sont facilement disponibles pour les partenaires commerciaux et, par conséquent, faciliter le commerce de denrées alimentaires sûres.

Par ailleurs, les comités du Codex ont pour bonne pratique de procéder à un examen de leurs normes afin de s'assurer qu'elles restent pertinentes et adaptées à leur objet. Compte tenu du nombre de pays importateurs ayant intégré des exigences sur les listes d'établissements, du nombre de pays qui envisagent de recourir à de telles listes depuis l'adoption du document CXG 89-2016, et de l'absence d'orientations concernant cette question, la proposition est éminemment pertinente et opportune.

3. Principales questions à traiter

Examiner les facteurs qui influent sur la demande d'informations détaillées et déterminer si ces facteurs et le type d'informations requises ont changé depuis l'élaboration des orientations existantes, en particulier celles énumérées dans le document CAC/GL 89-2016, *Principes et directives sur l'échange d'informations entre des pays importateurs et exportateurs pour soutenir le commerce alimentaire*. L'objectif consiste à déterminer si le document CAC/GL 89-2016 est toujours pertinent, et s'il convient de le réviser ou de le mettre à jour, ainsi que d'examiner s'il pourrait être nécessaire d'inclure une annexe sur les listes d'établissements.

Au vu des éléments ci-dessus et en tenant compte des orientations existantes (audits à distance, certificats, équivalence, etc.), réviser le document CXG 89-2016 et élaborer des principes et des directives pour harmoniser l'utilité (facteurs conduisant à l'utilisation), la mise au point (contenu et présentation) et la mise en œuvre (mécanismes incluant la numérisation) des listes d'établissements afin de soutenir l'échange en temps utile d'informations utiles permettant de fournir aux pays importateurs les assurances nécessaires confirmant la sécurité sanitaire des denrées alimentaires produites et exportées par un établissement donné. Cela permettrait d'économiser temps et argent, de garantir que des informations actualisées sont facilement disponibles pour les partenaires commerciaux et, par conséquent, de faciliter les échanges.

4. Évaluation au regard des Critères régissant l'établissement des priorités des travaux

Critère général: La protection du consommateur contre les risques pour la santé, la sécurité sanitaire des aliments, garantissant des pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires et tenant compte des besoins identifiés des pays en développement.

Les nouveaux travaux proposés aideront les autorités compétentes à étudier l'opportunité d'exiger l'élaboration de listes d'établissements par les pays importateurs. Ils contribueront également à la mise en place de systèmes d'échange d'informations sur la sécurité des denrées alimentaires, améliorant ainsi la protection des consommateurs. Ils favoriseront en outre la cohérence et l'harmonisation des listes d'établissements, garantissant ainsi des pratiques loyales dans le commerce des aliments, tout en permettant une flexibilité suffisante pour prendre en compte les différents niveaux de risques et en veillant à n'exiger des informations complémentaires qu'en cas de lacunes ou de risques non abordés. Des directives internationales actualisées apporteront également plus de clarté et de certitude aux autorités compétentes et aux exploitants du secteur alimentaire.

Critères applicables aux questions générales:

a) Diversité des législations nationales et obstacles au commerce international qui semblent, ou pourraient, en découler

Le manque de normalisation ou d'harmonisation des listes d'établissements peut nuire aux pratiques loyales de commerce des denrées alimentaires. Le problème se pose particulièrement dans les situations où la mise à jour des listes prend du temps.

b) Portée des travaux et détermination des priorités dans les différents domaines d'activité

Voir la section ci-dessus sur le champ d'application.

c) Travaux déjà entrepris dans ce domaine par d'autres organisations internationales et/ou travaux suggérés par (les) l'organisme(s) international(aux) intergouvernemental(aux) pertinent(s)

Il n'existe pas à notre connaissance d'autres travaux en cours dans ce domaine.

d) Aptitude de l'objet de la proposition à la normalisation

Le Codex dispose actuellement de textes couvrant l'équivalence, l'échange d'informations, le système de contrôle des importations et les SNCA, qui font tous référence aux listes d'établissements. Les travaux proposés porteraient sur la révision de l'un des documents existants afin de fournir des orientations sur ces listes.

e) Dimension internationale du problème ou de la question

L'essor du commerce international, la complexité des chaînes d'approvisionnement, la numérisation des informations et les technologies qui facilitent l'intégrité et le partage de ces informations donnent à penser qu'il serait opportun de revoir les directives existantes, *Principes et directives sur l'échange d'informations entre des pays importateurs et exportateurs pour soutenir le commerce alimentaire*.

La normalisation des exigences en matière de listes d'établissements aidera également les pays à utiliser ces listes de manière plus rationnelle, ce qui permettra un transfert d'informations plus rapide et garantira que des informations actualisées sont facilement disponibles pour les partenaires commerciaux.

5. Pertinence par rapport aux objectifs stratégiques du Codex

Le travail proposé est directement lié à l'objet de la Commission du Codex Alimentarius, et plus précisément à l'objectif 1 de son Plan stratégique 2020-2025: « Réagir rapidement aux problèmes actuels, naissants et cruciaux » et en particulier l'objectif stratégique 1.2, « Fixer les priorités en matière de besoins et de problèmes naissants », ainsi que l'objectif 5: « Mettre en œuvre des systèmes et des pratiques de gestion des tâches propices à la réalisation efficace et efficiente de l'ensemble des objectifs du Plan stratégique ».

6. Informations sur la relation entre la proposition et d'autres documents Codex

La proposition a trait à l'adoption de « Principes et directives concernant la constitution de listes d'établissements » qui pourraient faire l'objet d'une annexe au document CXG 89-2016. Ce projet de nouveaux travaux envisage de créer un lien entre les éléments d'information à échanger, tels qu'ils sont décrits dans plusieurs textes du CCFICS:

- CXG 26-1997 — «*Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires*»;
- CXG 34-1999 — «*Directives sur l'élaboration d'accords d'équivalence relatifs aux systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires*»;
- CXG 38-2001 — «*Directives pour la conception, l'établissement, la délivrance et l'utilisation de certificats officiels génériques*»;
- CXG 47-2003 — «*Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires*».

7. Identification de tout besoin et de la disponibilité d'avis scientifiques d'experts

Sans objet.

8. Identification de tout besoin de contributions techniques à une norme en provenance d'organisations extérieures, afin que celles-ci puissent être programmées

Pas anticipé.

9. Calendrier proposé pour la réalisation de ces nouveaux travaux, comprenant la date de début, la date proposée pour l'adoption à l'étape 5, et la date proposée pour l'adoption par la Commission — Le calendrier d'élaboration d'une norme ne devrait normalement pas dépasser cinq ans

Il est proposé que les travaux s'étendent sur trois sessions du CCFICS. Si cette 27^e session (2024) du CCFICS convient d'entreprendre ces nouveaux travaux et qu'ils sont approuvés par la Commission, un premier projet du document sera préparé pour examen par le CCFICS à sa 28^e session (probablement programmée pour 2026). Le document devrait être prêt pour adoption à l'étape 5 ou 5/8 après la 30^e session du Comité (2028). Il est probable qu'il soit nécessaire de faire appel à des groupes de travail électroniques, virtuels et/ou physiques.

Accord d'entreprendre les travaux à la 27^e session du CCFICS: 2024

Approbation en tant que nouveau travail à la 47^e session de la CAC: 2024

Travaux achevés lors de la 30^e session du CCFICS: 2028

Adoption par la CAC en 2029 ou 2030.